



UN RASSEMBLEMENT POUR DIRE STOP !

Début décembre dernier, une bonne cinquantaine de collègues sont venu-es exprimer leur ras-le-bol des restructurations auprès de la direction en envahissant la salle de réunion du Comité Technique Local. Rappelons que cette année, la direction a l'intention de bouger environ 150 emplois à travers tout le département :

- transfert des deux SIE et du PCE de Garges sur le site de Saint-Leu (disparition de la sphère Fiscalité Professionnelle du site de Garges),
- transfert des Brigades BCRP et BCSP d'Ermont sur le site de Cergy (Montaigne),
- transfert des Brigades de Vérification de Saint-Leu vers Cergy (Montaigne),
- création d'un Service Départemental de l'Enregistrement en transférant le pôle Enregistrement de Cergy à Ermont,
- transfert des Brigades de Vérifications de CERGY et de la BCR du Beloise vers le Montaigne.

Et ceci, sans compter les fusions de services ayant eu lieu au 1er janvier 2018 (SIP de Cergy, SIP d'Ermont, SPL d'Ermont, transfert de la Trésorerie de Corneilles à Argenteuil Municipale...).

Lors de l'envahissement du 11 décembre 2017, nous avons eu l'occasion de décrire à la direction la réalité des services, du quotidien vécu par chacune et chacun d'entre nous : des conditions de travail et un service public sans cesse dégradés entraînant une souffrance au travail et une maltraitance des usagers! La direction, nous ballote d'un endroit à un autre, nous demandant de partir ou de changer de mission. En accordant aucune importance aux impacts sur notre vie personnelle et sur les usagers par la disparition des services publics de proximité et par la perte de notre savoir faire.

Sans surprise, la directrice n'a rien cédé, assumant ses décisions ; se cachant derrière des décisions parlementaires à faire appliquer. Nous espérons, bien entendu, qu'elle agira avec la même célérité lorsque ces mêmes parlementaires changeront les rémunérations des hauts fonctionnaires (cf référé de la cours des comptes épinglant la rémunération des administrateurs des finances publiques).

Mais l'action ne s'est pas arrêtée là : le 17 janvier, une motion signée par les collègues des services touchés par les restructurations a été remise à la directrice départementale. Par cette motion collective, les collègues demandent à la directrice des réponses à leurs questions concrètes. Ils ont exigé des réponses de la direction avant le 22 janvier, de manière à leur permettre d'exercer leur droit à mutation en toute connaissance de cause avant la date limite du 24 janvier 2018. Réponses données par la

direction mais qui ne peuvent satisfaire les collègues (allusion trop systématique aux groupes de travail dans lesquels nous le savons aucune marge de manœuvre n'est possible)!

Les collègues qui ont rédigé et signé cette motion nous montrent la voie : pour l'instant, la directrice n'a pas reculé face à leur mécontentement, et ils ne savent pas si leurs actions seront couronnées de succès. Mais ce qu'ils nous montrent, c'est la détermination de collègues qui ont décidé que la direction ne ferait pas passer ces réformes arbitraires impunément. Ils tournent le dos à la résignation en agissant collectivement.

Tous les grades, tous les services sont touchés ! La DGFIP telle que nous la connaissons aujourd'hui est menacée de disparition avec :

- les fusions et les restructurations qui contribuent à une augmentation constante de la charge de travail et à la détérioration du service public de qualité et de proximité,
- les attaques sur les missions d'accueil avec la mise en place de l'accueil personnalisé sur RDV pour « désintoxiquer » les usagers du guichet et afin de transformer la DGFIP en e-administration au mépris de l'égalité d'accès et de traitement,
- la liquidation des services RH dans les départements,
- le dynamitage de nos règles de gestion et de la promotion interne,
- et d'autres raisons de rentrer en lutte encore : jour de carence, gel de la compensation de la CSG après 2019, l'instauration de la rémunération au mérite (RiFSEEP), externalisation de nos missions...

Personne n'est à l'abri. Alors, l'action de nos collègues aujourd'hui doit devenir demain l'action de tous.

Nos collègues appellent l'ensemble des agents des finances publiques du Val d'Oise à un rassemblement de protestation qui aura lieu sur la pause méridienne le 8 février 2018.

Soutenons-les et rejoignons-les dans l'action !

**Tous ensemble :
RASSEMBLEMENT
A CERGY
DEVANT LA PREFECTURE
LE 8 FEVRIER 2018
ENTRE 11H30 ET 14H!**